



En Haïti, l'épidémie de choléra reprend

► L'épidémie sévit à nouveau dans la capitale, en l'absence de mesures d'hygiène et d'assainissement.

Inconnu au XX^e siècle, le choléra est en passe de devenir une maladie endémique en Haïti. Apparue brutalement en octobre 2010, puis en net recul à partir de février, l'épidémie se répand à nouveau dans plusieurs quartiers de Port-au-Prince.

Depuis un mois, des milliers de patients ont été soignés dans les centres de traitement des organisations humanitaires. Le nombre de personnes contaminées est estimé par l'Organisation panafricaine de la santé (OPS) à plus de 321 000 depuis le début de la propagation en octobre, dont au moins 5 300 décès.

Aux yeux des spécialistes, tous les facteurs de la reprise de l'épidémie étaient là. « Le vibriion du choléra n'a jamais disparu, observe Romain Gitenet, chef de mission de Médecins sans frontière sur l'île. L'arrivée de la saison des pluies a favorisé la propagation de la maladie. Les inondations charrient les matières fécales

et les eaux usées, contribuant à polluer les points d'eau. » Dans la capitale, les conditions sanitaires et l'assainissement ne se sont pas améliorés ces derniers mois.

Au contraire, l'accès à l'eau potable semble s'être dégradé. Gratuite après le séisme, la distribution du précieux liquide est redevenue payante fin mars, à la suite d'une décision des autorités. « Or, tout ce qui peut limiter l'approvisionnement a une incidence sur le choléra », rappelle Thierry Allafort-Duvergé, président de l'ONG de santé Alima. En cause : la politique du gouvernement. Les autorités veulent interrompre l'aide distribuée aux sinistrés dans l'espoir de vider les camps de leurs occupants.

Les centres de traitement, rouverts en urgence par les ONG, suffisent à accueillir les malades que la plupart des hôpitaux publics

refusent de prendre en charge.

Beaucoup d'ONG suspendent d'ailleurs leurs programmes auprès des déplacés, faute de nouveaux financements des grands bailleurs de fonds. « Les personnes dans les camps sont plus touchées par le choléra qu'elles ne l'étaient lors de la première vague, note Romain Gitenet. Stopper l'aide et contraindre les populations à évacuer les lieux de regroupement sans proposer de solutions alternatives peut être un facteur aggravant de l'épidémie. »

Pour l'heure, les centres de traitement, rouverts en urgence par les ONG, suffisent à accueillir les malades que la plupart des hôpitaux publics refusent de prendre en charge. Les foyers d'infection se concentrent à Port-au-Prince, même si des patients sont détectés en province. « L'épidémie n'a pas atteint l'ampleur de la première vague », précise Emmanuel Moy, chef de mission de l'ONG Solidarités.

OLIVIER TALLÈS